

**Politique mondiale**  
**Niveau supérieur et niveau moyen**  
**Épreuve 1**

Vendredi 11 mai 2018 (après-midi)

1 heure 15 minutes

---

**Instructions destinées aux candidats**

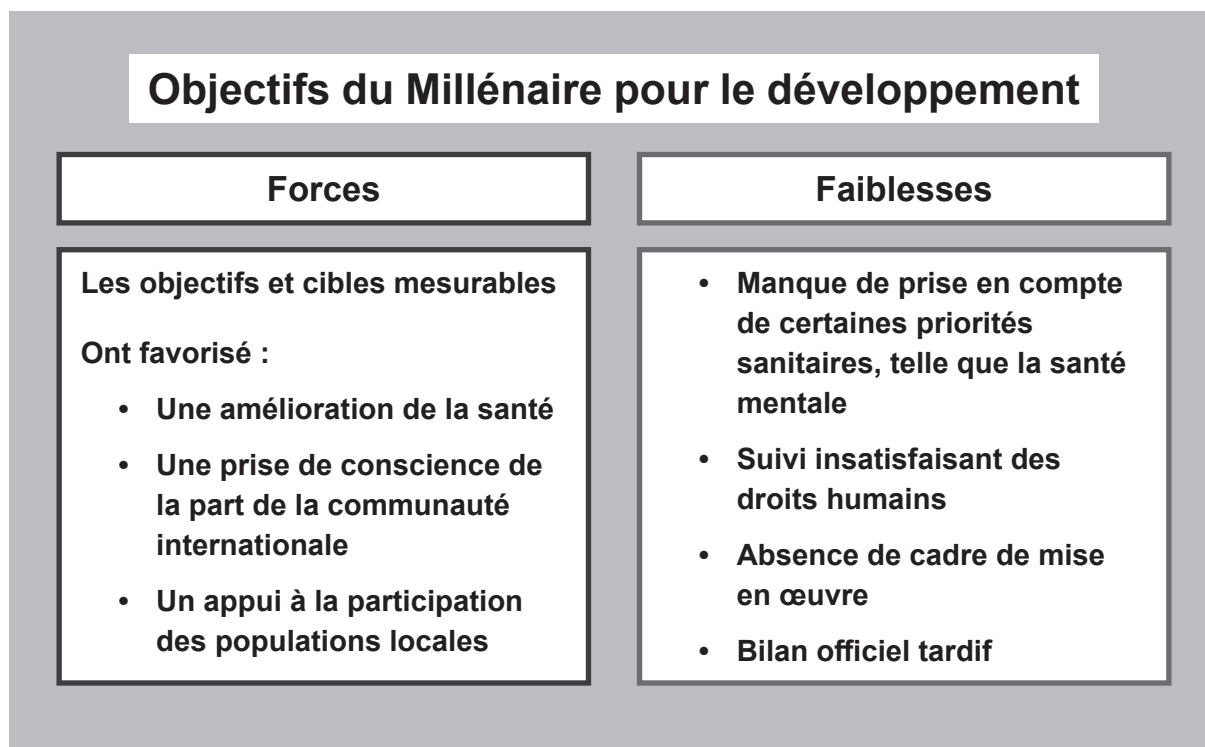
- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Répondez à toutes les questions.
- Le nombre maximum de points pour cette épreuve d'examen est **[25 points]**.

## Unité 3 Développement

### Facteurs institutionnels favorisant ou entravant le développement

Lisez attentivement tous les documents sources et répondez à toutes les questions qui suivent.

**Source A** Adaptation d'une présentation PowerPoint, « *Millennium Development Goals to the Sustainable Development Goals*. » (« Des objectifs du Millénaire pour le développement<sup>1</sup> aux objectifs de développement durable »), 62e session du Comité régional pour la Méditerranée orientale, Koweït, Organisation mondiale de la santé (2015).



[Source : Adapté d'une présentation PowerPoint : Millennium Development Goals<sup>1</sup> to the Sustainable Development Goals. 62e session du Comité régional pour la Méditerranée orientale, Koweït, Organisation mondiale de la santé, Bureau régional de la Méditerranée orientale (2015).]

**Source B** Adaptation d'un discours de Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), « Doubling down on development » (« *Miser plus que jamais sur le développement* »), Centre pour le développement mondial, Washington, États-Unis (2016).

« Aujourd'hui, le risque le plus redoutable est celui de voir le monde tourner le dos à la coopération mondiale. Il est un groupe de pays qui seraient particulièrement lésés par un arrêt de la coopération. Or, ironiquement, ce sont précisément ces pays qui offrent des perspectives prometteuses à l'économie mondiale face au vieillissement démographique qui limite le rôle des pays avancés et émergents dans la future croissance mondiale.

Je voudrais à ce propos attirer votre attention sur trois axes du travail que nous menons avec nos pays membres depuis quelques années, à savoir i) la mobilisation de ressources pour le développement, ii) les investissements efficients dans les infrastructures et iii) la croissance inclusive, des opportunités

ventilées avec justice à tous les niveaux d'une société. Songeons à ce qui suit : les 48 pays d'Afrique subsaharienne produisent ensemble le même volume d'électricité qu'un seul pays avancé, l'Espagne. Manifestement, pour que le continent puisse mettre en valeur son potentiel il aura besoin de meilleures infrastructures. Par ailleurs, la communauté internationale doit également prévenir la fraude fiscale. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et la Banque mondiale sur ces dossiers. Il est possible d'accroître à la fois le niveau et le degré d'efficience de l'aide et j'encourage tous les pays à faire mieux en la matière. »

[Source : Adapté d'un discours de Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), "Doubling down on development", entre pour le développement mondial, Washington, D.C. (2016). <https://www.imf.org/en/News/Articles/2016/07/14/14/32/SP071416-Doubling-Down-on-Development>.]

#### Source C

Adaptation d'un article de Jason Hickel, « The true extent of global poverty and hunger: questioning the good news narrative of the Millennium Development Goals » (« *L'ampleur réelle de la pauvreté et de la faim à l'échelle mondiale : étude critique du bilan élogieux des objectifs du Millénaire pour le développement* »), *Third World Quarterly* (2016).

D'après le rapport final des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) publié en juillet 2015, le projet aurait constitué le « mouvement de lutte contre la pauvreté le plus réussi de l'histoire ». Or, ce compte rendu repose sur un seuil de pauvreté extrêmement bas, fixé à 1,25 USD par jour. Si la plupart des analystes reconnaissent que ce seuil est trop faible pour être significatif, la Banque mondiale et l'ONU continuent de le privilégier, car il est le seul qui présente un progrès dans la lutte contre la pauvreté. En 2014, la Banque asiatique de développement (BAD) a entamé des discussions autour de sa réévaluation à 1,50 USD par jour pour rendre plus fidèlement compte des besoins alimentaires essentiels. Cette décision entraînerait un accroissement de plus d'un milliard du nombre d'individus en situation de pauvreté extrême.

De nombreux chercheurs affirment que le seuil de pauvreté devrait être porté à 5 USD par jour, c'est-à-dire le minimum nécessaire pour atteindre une espérance de vie humaine normale et satisfaire aux besoins de nutrition de base. Ce nouveau seuil porte à plus de quatre milliards le nombre d'individus vivant dans la pauvreté.

D'après les institutions internationales, l'ordre économique mondial fonde principalement sa légitimité sur le recul de la pauvreté et de la faim. Partant de ce postulat, l'aggravation de la pauvreté nous oblige à repenser le système économique en place. De manière évidente, l'abandon de l'ajustement structurel<sup>2</sup> (que prônent aujourd'hui encore la Banque mondiale et le FMI dans ses documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté) constitue un premier jalon essentiel dans l'aide aux pays en développement.

[Source : Adapté de Jason Hickel, 2016. The true extent of global poverty and hunger: questioning the good news narrative of the Millennium Development Goals, *Third World Quarterly*, 37:5, pages 749–767, DOI: 10.1080/01436597.2015.1109439.]

#### Source D

Adaptation d'un article de Josephine Ahikire, « African feminism in context » (« *Féminisme africain en contexte* »), *Feminist Africa* (2014). Le féminisme africain a su convaincre de nombreuses instances internationales de la responsabilité majeure des inégalités entre hommes et femmes dans le sous-développement du continent africain.

Pour peser dans le domaine du développement international, les programmes d'autonomisation des femmes ont fait l'objet d'efforts importants destinés à favoriser une meilleure compréhension de la part des représentants des gouvernements et des acteurs du développement. Les décideurs politiques n'ont pas tardé à adopter l'idée selon laquelle l'intégration des femmes profite au développement. La Banque mondiale a rapidement déclaré qu'en l'absence de prise en compte des femmes, aspirer au plein développement resterait un exercice vain<sup>3</sup>.

Or, cette conception envisage l'intégration des femmes comme une nécessité en termes d'efficacité, par opposition à une préoccupation de justice sociale beaucoup plus subtile. Le paritarisme<sup>4</sup>, en particulier, a favorisé une approche administrative dont les acteurs du développement se réclament volontiers sans nécessairement agir en faveur des femmes. Un courant, baptisé « féminisme onusien », s'accompagne d'indicateurs de mise en œuvre et de résultats. De nombreux gouvernements africains ratifient des instruments internationaux relatifs aux droits des femmes et instaurent dans leur pays des politiques publiques ouvertement engagées en faveur de l'égalité entre les sexes, puis se contentent d'un minimum d'efforts de mise en œuvre et d'allocation des ressources.

[Source : African feminism in context: Reflections on the legitimization battles, victories and reversals, Josephine Ahikire, 2014, *Feminist Africa*; septembre 2014, numéro 19, page 7]

---

<sup>1</sup> Les huit objectifs du Millénaire pour le développement, associés à des cibles mesurables et des définitions précises, ont eu pour vocation d'améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres au monde. Les dirigeants de 189 pays ont signé la Déclaration historique du Millénaire durant le Sommet du Millénaire organisé par les Nations unies en l'an 2000

<sup>2</sup> Ajustement structurel : politiques économiques élaborées dans le but de substituer des incitations du marché au contrôle de l'État

<sup>3</sup> Vain : incapable de produire un résultat utile, inutile

<sup>4</sup> Paritarisme : processus d'évaluation des implications en termes d'égalité entre les femmes et les hommes de toute action programmée, notamment aux plans législatif, politique et programmatique

1. À l'aide de la source A, identifiez **trois** faiblesses des objectifs du Millénaire pour le développement. [3]
  
  2. En faisant expressément référence à la source B et à l'**un** des exemples que vous avez étudiés, expliquez comment encourager le développement. [4]
  
  3. À l'aide des sources C **et** D, opposez les facteurs qui entravent le développement. [8]
  
  4. À l'aide de l'ensemble des sources **et** de vos connaissances personnelles, discutez en quoi parvenir aux objectifs du développement est complexe. [10]
-